CHAPITRE IV

LOIS DE L'ÉGLISE RELATIVES AUX LIVRES ET AUX LECTURES

629. — Introduction. — Organisée en société complète et indépendante, l'Église est chargée de veiller sur *la pureté de la foi et des mœurs chrétiennes*, et d'écarter des fidèles ce qui serait de nature à mettre leur salut en danger.

Or les livres sont pour ainsi dire des interlocuteurs, bientôt des amis; on les écoute, puis ils prennent insensiblement une influence souvent grandissante sur nos pensées, et ils peuvent finir par réagir sur notre volonté, nos actes, nos mœurs, nos convictions.

C'est pourquoi l'Église s'efforce de conjurer le danger que font courir au peuple chrétien les mauvais livres, en interdisant d'imprimer, de vendre, de lire et de conserver les ouvrages qu'elle juge nuisibles, et en soumettant à un contrôle préalable la publication de certains écrits.

Nous n'oublierons pas, du reste, qu'en dehors de toute loi positive, le *Droit naturel* suffit pour interdire la publication ou la lecture de livres gravement dangereux pour les intéressés.

630. — REMARQUE. — Le Canon 1384 § 2, précise que, lorsque le législateur parle ici de livres, il entend par là *non seulement les livres proprement dits, mais aussi, à moins de preuve du contraire, les journaux, les périodiques, et tous les autres écrits répandus dans le public.* — Et peu importe le mode de reproduction employé : imprimerie, lithographie, polycopie... Il suffit que le texte ou l'image soit *édité*, c'est-à-dire mis à la disposition, non pas seulement d'un groupe fermé, mais du public.

§ I. — LA CENSURE PRÉALABLE

631. — Autorisation que doit parfois demander l'auteur.

1^o — *Tout clerc* a besoin d'une autorisation pour publier quelque ouvrage que ce soit ou collaborer d'une façon importante à un journal ou à un périodique. — Le clerc *séculier* devra se munir de l'autorisation de son Ordinaire (cf. C. 94); le *Religieux* devra demander l'autorisation de son Supérieur et celle de l'Ordinaire de lieu. Cf. C. 1386 § 1.

Mais cette autorisation peut être donnée d'une façon plus ou moins *générale*, — en cas de nécessité elle pourrait être *présumée*, — et il semble bien qu'il n'y ait aucune obligation de la mentionner sur la publication. — Cf. Epitome J. C., II, 728, 2.

2° — *Les laïques eux-mêmes ne peuvent, sans avoir fait approuver leurs raisons par l'Ordinaire du lieu, publier quoi que ce soit dans les journaux, feuilles et périodiques où sont couramment attaquées la religion et les bonnes mœurs.* Cf. C. 1386 § 2.

632. — Censure de certains écrits avant la publication.

1. — Doivent être soumis à la *censure préalable*, tous les écrits dont il est fait mention dans le canon 1385 § 1, c'est-à-dire *tous les écrits qui intéressent spécialement la religion et les bonnes mœurs, ainsi que les images sacrées et toute publication relative aux Indulgences.*

2. — *Les traductions et rééditions* ne sont pas affranchies de cette obligation. — Cependant les *tirés à part* ne constituent pas une nouvelle édition. Cf. C. 1392.

3. — *Les Ordinaires des lieux* (et parfois aussi les Supérieurs Religieux) *sont ordinairement chargés de ce contrôle.* — Voir les canons 1385 § 2 et § 3, 1388, 1389, 1390, 1391, avec les commentaires des canonistes.

4. — Les *censeurs* chargés d'examiner les ouvrages sont seulement juges de la moralité et de l'orthodoxie; — et lorsque ceux-ci ont donné le *Nihil obstat*, l'Ordinaire doit normalement donner l'*Imprimatur*. — Cf. C. 1393. — N'oublions pas cependant que tout motif raisonnable peut faire refuser l'autorisation dont il est parlé ci-dessus (n. 631) et par le fait, indirectement, l'*Imprimatur* correspondant.

5. — *L'autorisation d'éditer* un livre soumis à la censure préalable doit être donnée *par écrit* et être imprimée, avec la date et le nom du censeur, au début ou à la fin du livre ou de la publication. Cf. C. 1394.

L'Ordinaire du lieu peut cependant, pour un juste motif, dispenser de l'obligation d'*imprimer le nom du censeur*, mais ce n'est que par épikie qu'il pourrait, dans un cas particulier, dispenser totalement de mentionner le permis d'imprimer. Cf. Boudinhon, *La nouvelle législation de l'Index*, p. 265, 4°.

REMARQUES.

a) — Pour certains *écrits périodiques* qui devraient être soumis à la censure préalable, les Ordinaires se contentent parfois de donner une autorisation générale. — Voir cependant AAS., XXIV, p. 240.

b) — Une publication non munie de l'imprimatur nécessaire ne doit pas être considérée dans tous les cas, pour ce simple fait, comme interdite et mise à l'Index. Cf. *infra*, n. 636.

633. — Gravité morale. — L'obligation de se soumettre à ces prescriptions est *grave de sa nature*. Elle peut cependant admettre l'*excuse de légèreté de matière* et aussi, pour les laïcs, celle de la bonne foi.

§ II. — L'INDEX

634. — Définitions. — *Un livre à l'Index* est un livre condamné, dont l'impression, la vente, la lecture et la détention sont interdites.

Certains livres sont mis *nommément* à l'Index. La liste de ces ouvrages se trouve dans le catalogue qui porte ce nom : *Index librorum prohibitorum*.

D'autres sont seulement condamnés par les *règles générales* qui se trouvent dans le Codex au Canon 1399 et qui sont reproduites au début des dernières éditions de l'Index. On dit que ces ouvrages sont *ipso facto* à l'Index. Cf. n. 636.

635. — La mise à l'index. — 1. — Il est évident que ceux qui sont chargés de juger et au besoin de condamner les nouvelles publications ne peuvent, par eux-mêmes, se tenir au courant de tout ce qui paraît en librairie dans le monde entier. C'est pourquoi le C. 1397 demande à tous les fidèles, et surtout aux membres les plus instruits du clergé, de *dénoncer* les livres et les autres publications qui, à leur jugement, sembleraient mériter une condamnation explicite.

L'ouvrage sur lequel l'attention du Saint-Office aura été attirée, pour une raison ou une autre, sera remis à deux consultants pour examen préliminaire. Si ceux-ci jugent que l'ouvrage est particulièrement dangereux, un *rapporteur*, soumis à la discipline du secret, rédigera par écrit son avis motivé. Ce travail, imprimé, sera distribué aux autres *Consulteurs* et aux *Cardinaux* qui pourront aussi consulter tout le dossier. Après une *Congrégation préparatoire* tenue sous la présidence du Maître du Sacré Palais, la *Congrégation générale*, dont seuls les Cardinaux font partie, pourra porter un jugement définitif. Si la conclusion des consultants n'est pas admise, les Cardinaux demanderont un nouvel examen et un nouveau rapport.

Généralement l'auteur n'est pas admis à défendre son œuvre. On ne juge pas, en effet, ses intentions ou sa personne, mais uniquement son livre, *pour déclarer si l'ouvrage, pris tel qu'il est publié, constitue un danger dont il faut préserver les fidèles.*

Néanmoins, comme la mise à l'Index est nécessairement quelque chose de pénible pour la personne de l'auteur, s'il s'agit d'un auteur catholique et si son œuvre est susceptible d'expurgation, elle ne sera généralement condamnée qu'avec la clause : *donec corrigatur*. Bien plus, si l'auteur peut et veut bien retirer l'édition de la circulation, la sentence pourra être simplement supprimée. — Si l'auteur, ne pouvant pas arrêter l'édition, manifeste par ailleurs sa bonne volonté, la condamnation sera maintenue, mais avec la mention : *Auctor laudabiliter se subiecit*.

Enfin, avant d'avoir force de loi et d'être *publié dans les Acta Apostolicae Sedis*, le verdict devra être approuvé par le Souverain Pontife. Mais notons que l'approbation *in forma communi* ne change en rien la valeur juridique du document qui reste une condamnation portée par le Saint-Office, même si le Pape avait pris personnellement l'initiative de l'examen et de la censure. — Le Souverain Pontife pourrait cependant prendre à son compte personnel la condamnation,

c'est ce qu'il fait parfois en prohibant un livre par une lettre Apostolique. Cf. Dict. d'Alès, art. « Index », col. 715.

2. — *Tous les décrets de mise à l'Index sont disciplinaires*, mais ils ont, par leur nature et leur but, une valeur particulière et ils sont *obligatoires dès leur publication* dans les « Acta Apostolicae Sedis ». Cf. C. 9.

3. — *Certaines expressions utilisées dans les décrets de mise à l'Index ou dans la rédaction du catalogue demandent quelques explications.*

Les livres condamnés le sont soit globalement : *opera omnia*, soit partiellement : *omnes fabulae amatoriae*, soit enfin individuellement.

Quand les ouvrages d'un écrivain sont condamnés par la formule générale : *opera omnia*, il semble bien que ceux qui ne sont ni nommément condamnés, ni atteints par la loi générale, échappent à la prohibition. Il reste cependant une présomption contre chacun des ouvrages de l'auteur et il convient avant d'en faire usage de se renseigner à leur sujet.

L'expression : *fabulae amatoriae* signifie, semble-t-il, romans d'amour impur, récits inventés formellement obscènes. Les ouvrages de l'auteur qui n'entreraient pas dans cette définition ne seraient pas directement interdits.

Enfin, depuis quelques années, le Saint-Office se contente parfois de blâmer (*reprobare*) certains ouvrages. Dans ce cas la lecture du livre n'est pas positivement interdite, mais la Sacrée Congrégation met en garde contre les tendances de l'ouvrage.

REMARQUE. — La condamnation générale *in odium auctoris* n'est plus utilisée.

636. — Règles générales. — *Les règles qui permettent de déterminer quels sont les ouvrages condamnés de plein droit nous sont données par le C. 1399 :*

Sont prohibés de plein droit :

1° — Les éditions du texte original et des anciennes versions catholiques de la Sainte Écriture, même celles de l'Église orientale, publiées par les non-Catholiques; de même aussi les versions en n'importe quelle langue qu'ils auraient faites ou éditées.

2° — Les livres de n'importe quels auteurs qui défendent l'hérésie ou le schisme, ou qui, de quelque façon que ce soit, tentent de détruire les fondements mêmes de la religion.

3° — Les livres qui, de parti pris, attaquent la religion ou les bonnes mœurs.

4° — Les livres de tous les auteurs non-Catholiques qui traitent *ex professo* de religion, à moins qu'il ne soit évident qu'ils ne contiennent rien de contraire à la Foi Catholique.

5° — Les livres dont il est question aux canons 1385 § 1 n. 1 (c'est-à-dire les livres des Saintes Écritures, ainsi que les notes et les commentaires qui les accompagnent), et 1391 (c'est-à-dire les versions en langue vulgaire des Saintes Écritures); de plus, parmi ceux dont il est question au can. 1385 § 1 n. 2, les

c'est ce qu'il fait parfois en prohibant un livre par une lettre Apostolique. Cf. Dict. d'Alès, art. « Index », col. 715.

2. — *Tous les décrets de mise à l'Index sont disciplinaires*, mais ils ont, par leur nature et leur but, une valeur particulière et ils sont *obligatoires dès leur publication* dans les « Acta Apostolicae Sedis ». Cf. C. 9.

3. — *Certaines expressions utilisées* dans les décrets de mise à l'Index ou dans la rédaction du catalogue *demandent quelques explications*.

Les livres condamnés le sont soit globalement : *opera omnia*, soit partiellement : *omnes fabulae amatoriae*, soit enfin individuellement.

Quand les ouvrages d'un écrivain sont condamnés par la formule générale : *opera omnia*, il semble bien que ceux qui ne sont ni nommément condamnés, ni atteints par la loi générale, échappent à la prohibition. Il reste cependant une présomption contre chacun des ouvrages de l'auteur et il convient avant d'en faire usage de se renseigner à leur sujet.

L'expression : *fabulae amatoriae* signifie, semble-t-il, romans d'amour impur, récits inventés formellement obscènes. Les ouvrages de l'auteur qui n'entreraient pas dans cette définition ne seraient pas directement interdits.

Enfin, depuis quelques années, le Saint-Office se contente parfois de blâmer (*reprobare*) certains ouvrages. Dans ce cas la lecture du livre n'est pas positivement interdite, mais la Sacrée Congrégation met en garde contre les tendances de l'ouvrage.

REMARQUE. — La condamnation générale *in odium auctoris* n'est plus utilisée.

636. — Règles générales. — *Les règles qui permettent de déterminer quels sont les ouvrages condamnés de plein droit nous sont données par le C. 1399 :*

Sont prohibés de plein droit :

1° — Les éditions du texte original et des anciennes versions catholiques de la Sainte Écriture, même celles de l'Église orientale, publiées par les non-Catholiques; de même aussi les versions en n'importe quelle langue qu'ils auraient faites ou éditées.

2° — Les livres de n'importe quels auteurs qui défendent l'hérésie ou le schisme, ou qui, de quelque façon que ce soit, tentent de détruire les fondements mêmes de la religion.

3° — Les livres qui, de parti pris, attaquent la religion ou les bonnes mœurs.

4° — Les livres de tous les auteurs non-Catholiques qui traitent *ex professo* de religion, à moins qu'il ne soit évident qu'ils ne contiennent rien de contraire à la Foi Catholique.

5° — Les livres dont il est question aux canons 1385 § 1 n. 1 (c'est-à-dire les livres des Saintes Écritures, ainsi que les notes et les commentaires qui les accompagnent), et 1391 (c'est-à-dire les versions en langue vulgaire des Saintes Écritures); de plus, parmi ceux dont il est question au can. 1385 § 1 n. 2, les

livres et les opuscules qui racontent des apparitions nouvelles, des révélations, des visions, des prophéties et des miracles, ou qui introduisent des dévotions nouvelles, même sous prétexte qu'elles sont privées, s'ils sont édités sans qu'on ait observé les prescriptions canoniques.

6° — Les livres qui attaquent ou tournent en dérision l'un quelconque des dogmes catholiques; ceux qui soutiennent des erreurs proscrites par le Siège Apostolique; ceux qui déprécient le culte divin; ceux qui tendent à ruiner la discipline ecclésiastique et ceux qui, de parti pris, insultent la hiérarchie ecclésiastique, l'état clérical ou religieux.

7° — Les livres qui enseignent ou recommandent la superstition de quelque genre que ce soit, les sortilèges, la divination, l'évocation des esprits et autres choses semblables.

8° — Les livres qui prétendent établir la licéité du duel, du suicide ou du divorce; ceux qui, traitant des sectes maçonniques et autres sociétés secrètes, prétendent qu'elles sont utiles et qu'elles ne nuisent ni à l'Église ni à la société civile.

9° — Les livres qui *ex professo* traitent de choses lascives ou obscènes, les racontent ou les enseignent.

10° — Les éditions des livres liturgiques approuvés par le Siège Apostolique dans lesquels quelque chose aurait été changé et qui, de ce fait, ne concorderaient plus avec les éditions authentiques approuvées par le Saint-Siège.

11° — Les livres qui divulguent des indulgences apocryphes ou qui auraient été proscrites ou révoquées par le Saint-Siège.

12° — Les images, quel que soit leur mode d'impression, de Notre-Seigneur Jésus-Christ, de la Bienheureuse Vierge Marie, des Anges et des Saints ou autres serviteurs de Dieu, qui ne seraient pas conformes au sentiment de l'Église et à ses décrets.

637. — Intervention de l'Ordinaire. — Les Conciles particuliers, les *Ordinaires* des lieux et certains Supérieurs religieux *peuvent aussi*, pour une juste cause, *prohiber des livres* ou autres publications. Cf. C. 1395.

§ III. — NATURE, GRAVITÉ ET CESSATION DE CES OBLIGATIONS

638. — Nature. — 1. — La *législation* positive que nous étudions ici, bien que basée sur des raisons de convenances ou de nécessité morale, reste cependant *ecclésiastique*. Les décrets de l'Index, quoique parfois fondés sur des considérants d'ordre doctrinal, n'ont par eux-mêmes qu'une valeur *disciplinaire*. Ils peuvent être modifiés, rapportés, admettre des exceptions, des dispenses et même des excuses.

2. — Cependant cette législation a une valeur *universelle* s'étendant même aux Églises Orientales, comme l'a déclaré explicitement le Saint-Siège. Cf. AAS, 1^{er} juin 1928.

Et il est certain qu'on ne peut donner aucune valeur aux formules autrefois répétées : *Index non viget in Gallia; Index non viget in Anglia.*

Bien plus, ces décrets ayant directement pour but de préserver l'ensemble des fidèles, ils obligent même dans les cas où l'on pourrait déclarer qu'il n'y a *pour soi aucun danger*. Cf. C. 21.

3. — Tous les catholiques doivent donc se souvenir de la teneur du canon 1398 :

§ 1. *La prohibition d'un livre a pour effet* qu'on ne peut, sans la permission requise, ni l'éditer, ni le lire, ni le garder, ni le vendre, ni le traduire, ni le communiquer à d'autres de quelque façon que ce soit.

§ 2. Un livre prohibé de quelque façon que ce soit ne peut être réédité à moins que, toutes corrections faites, la licence n'en ait été donnée par qui avait prohibé le livre, ou par le Supérieur ou le successeur de celui-ci.

639. — Gravité. — 1. — *L'obligation de demander la permission préalable ou de soumettre le livre à la censure ecclésiastique constitue en soi une obligation grave.* — *Imprimer, éditer ou vendre sans permission un livre condamné* sont aussi ordinairement pour les personnes libres et directement responsables *autant de fautes graves.*

2. — *Conserver un livre à l'Index sans permission pendant environ un mois constitue sans doute une matière grave, si du moins il y a danger d'être entraîné à le lire.* — Souvent la difficulté de se défaire d'un ouvrage ayant quelque valeur réelle pourra excuser de toute faute pendant un temps plus notable, soit pendant le temps nécessaire à la recherche d'une solution raisonnable.

3. — *Quand y aura-t-il matière grave dans une simple lecture prohibée par l'Index ?* — Lorsque le *texte sera important par sa teneur ou son étendue.*

Enumérons quelques exemples : plusieurs pages d'un livre immoral ou d'un livre qui attaque directement la religion, une partie notable d'un livre condamné surtout pour ses tendances, l'ensemble d'un livre interdit seulement parce qu'il ne porte pas l'Imprimatur nécessaire.

640. — Exceptions. — Le canon 1401 exempte les *Cardinaux* et les *Ordinaires* de la loi ecclésiastique de la prohibition des livres.

Le canon 1400 accorde à tous ceux qui s'occupent d'Écriture ou de Théologie *l'usage, lorsqu'elles sont exactes, des éditions de l'Écriture Sainte* publiées par les hérétiques.

Dans la législation précédente nous lisions de plus le texte suivant :

Art. 10. Les livres classiques, soit anciens, soit modernes, s'ils sont entachés de ce vice (c'est-à-dire s'ils traitent directement de sujets lascifs ou obscènes, qui narrent ou enseignent ces sortes de choses) sont permis, à cause de l'élégance et la propriété du style, à ceux-là seulement qu'excusent les devoirs de leur charge et de leur enseignement; mais on ne devra pour aucun motif les remettre ou les lire aux enfants et aux jeunes gens s'ils n'ont pas été soigneusement expurgés.

Nous ne trouvons rien d'équivalent dans le nouveau texte du Codex. Cette disposition positive n'existe donc plus (cf. C. 22). Les intéressés devront soit, si le cas le comporte, demander une dispense, soit peut-être user d'épikie. Cf. Noldin, II, 710 b.

641. — Dispenses. — Des dispenses plus ou moins générales de l'Index sont assez facilement accordées par le *Saint-Office*.

Les *Ordinaires* ont, de Droit Commun, des pouvoirs limités aux cas urgents; mais des Indults particuliers peuvent souvent étendre leur compétence. Cf. C. 1402.

Les *Nonces* peuvent accorder des dispenses plus générales.

Toutes ces dispenses sont accordées *gratuitement*.

REMARQUES.

a) — Les expressions du Canon 1402 : *pro singulis tantum libris et in casibus dumtaxat urgentibus* doivent, semble-t-il, s'entendre ainsi : « pour des livres déterminés » (même plusieurs à la fois) et « lorsque l'octroi de la dispense s'impose parce que le recours au Saint-Siège n'est dans le cas ni pratique ni proportionné ».

b) — Les facultés accordées par le Saint-Siège ne s'étendent ordinairement pas aux livres et aux journaux prohibés par les *Ordinaires* des lieux. Cf. C. 1403.

c) — La *vente* des livres prohibés est réglementée par le C. 1404. — Voir aussi le canon 1405 qui rappelle quelques principes généraux.

642. — Excuses. — Les lois ecclésiastiques de la prohibition des livres *peuvent théoriquement admettre des cas d'excuse*, cependant l'Église ne se montre guère favorable à cette casuistique, et préfère toutes les fois que la chose est possible, le recours à l'autorité ecclésiastique pour obtenir une dispense.

Malgré tout, l'*urgence*, la multiplication des cas particuliers dans les villes de Facultés où l'étude de certains livres prohibés est imposée par les programmes, présentent parfois, semble-t-il, des cas concrets d'excuse légitime.

Il arrivera que *la bonne foi* existe en cette matière et il ne sera pas toujours prudent de la faire disparaître.

643. — Cas douteux. — S'il s'agit d'un *doute probable de droit*, la loi ecclésiastique n'oblige plus. Cf. C. 15.

S'il s'agit d'un *doute négatif ou d'un doute de fait*, il convient pour agir raisonnablement de tenir compte de l'importance du cas et de l'obligation où l'on est de ne pas s'exposer sans raison proportionnée à un danger d'ordre moral. On devra donc, autant que possible, *consulter* le catalogue de l'Index, les interprétations de règles générales données par les commentateurs, les comptes rendus bibliographiques, s'adresser à son confesseur ou à un homme sage et instruit.

Cependant, à moins de mauvaise volonté évidente, un doute de fait excusera *souvent*, dans la pratique, au moins de toute faute grave.

644. — Peines canoniques. — *Seules les peines prévues par le canon 2318 sont encore valables.*

Or, au § 1, ce canon déclare seulement que ceux qui éditent, défendent, ou sans permission et *sciemment* lisent ou retiennent les livres où les apostats, les hérétiques et les schismatiques défendent

l'apostasie, l'hérésie ou le schisme, ou encore certains livres nommément condamnés par lettres Apostoliques, encourent « ipso facto » une *excommunication spécialement réservée* au Saint-Siège.

Au § 2, il frappe de *simple excommunication* les auteurs et les éditeurs qui publieraient illicitement des ouvrages relatifs aux Saintes Écritures.

Dans ce canon, le mot livre est à prendre dans un sens strict, puisqu'il s'agit de peines : environ 250 pages in-8°, semble-t-il.